

Répondre à l'urgence sociale, penser l'émancipation humaine

Contribution au 37^{ème} congrès, par Julien Ratcliffe et Andrea Benedetti

En mai 2015, notre conseil national a porté à la connaissance de l'ensemble des adhérents du parti une contribution au projet, « La France en commun », qui a servi d'outil aux camarades pour leur activité militante et nous est à présent utile dans le cadre de la préparation de notre 37^{ème} congrès.

Cette contribution, qui met en avant des pistes claires et concrètes pour répondre à l'urgence sociale, peut être considérée comme une base revendicative immédiate.

Il pourrait d'ailleurs en découler différentes campagnes spécifiques, aussi bien au niveau national que dans les sections. Ces campagnes thématiques, que nous pourrions utiliser davantage, peuvent permettre au parti de se renforcer, et potentiellement d'obtenir des victoires politiques sur des revendications précises.

Pour autant, afin de renforcer l'assise de notre projet, il paraît nécessaire d'approfondir encore l'articulation entre urgence sociale et démarche de long terme.

La rupture avec l'ordre économique actuel comme objectif et comme outil

En tant que communistes, notre projet, qui vise l'émancipation humaine, suppose de penser pleinement la stratégie de rupture avec les institutions économiques et politiques actuelles.

Cela pose tout d'abord la question des moyens d'action et d'organisation qui peuvent nous permettre de développer des luttes d'ampleur pour rompre effectivement avec le cadre institutionnel actuel et renverser les rapports économiques. Les revendications immédiates que nous portons doivent servir de mots d'ordre pour organiser les classes populaires et, dans le contexte présent de grave crise sociale et démocratique, pour avancer dans la conscience et la lutte révolutionnaire.

Cette démarche globale suppose également de clarifier notre projet de long terme. Ainsi, il paraît essentiel de préciser notre ambition économique de fond, qui ne peut se résumer à une logique d'adaptation sociale du capitalisme, sous la forme d'une résolution de crise avec un keynésianisme du XXI^{ème} siècle. Il nous appartient notamment de préciser et d'affirmer notre projet de collectivisation du système financier. La redéfinition du mode de fonctionnement des structures de production (entreprises, services publics, secteurs nationalisés), la démarche de planification des activités économiques essentielles, et plus largement la mise en débat de nouvelles institutions démocratiques se situent également au cœur du projet communiste.

Ces éléments de fond, non exhaustifs mais essentiels dès lors qu'ils touchent à l'infrastructure du système économique, dépassent la démarche de réponse à l'urgence sociale. Ils constituent des points d'appui indispensables à notre projet.

Ainsi, ils représentent la condition pour inscrire notre action politique dans une logique de dépassement du capitalisme, nécessaire pour envisager un autre modèle de société, fondé sur l'émancipation humaine. A défaut de perspectives globales clarifiées, nous risquerions au contraire d'être pris au piège d'une adaptation sociale à minima, qui ne peut suffire à porter notre démarche politique.

Qui plus est, ces chantiers de fond sont indispensables pour que les mesures d'urgence que nous proposons soient réellement applicables et viables dans le temps. En effet, les propositions du parti, en contradiction avec l'ordre libéral, se heurtent aux intérêts des dominants. Afin de franchir ce mur, elles nécessitent d'emblée de mettre en œuvre les conditions d'un dépassement du carcan économique et politique actuel. Cette logique de long terme relève donc elle aussi de l'urgence, dès lors qu'elle conditionne la réussite de notre démarche de réponse à l'urgence sociale.

Un langage politique adapté à notre projet

De ces considérations peuvent tout naturellement en découler d'autres, concernant notre démarche politique pour mettre en avant nos revendications de court terme et notre projet de changement de société.

Si la stratégie de rassemblement des forces anticapitalistes est essentielle pour répondre à l'urgence sociale et recomposer le camp des opposants aux gouvernements de la classe capitaliste, il est également impératif de repenser notre langage politique lors des moments électoraux. Ces moments ne sont que des étapes supplémentaires dans la lutte politique que nous menons tous les jours avant et après les élections. S'ils ne sont donc que des moments secondaires par rapport à l'activité menée par les communistes dans les luttes sociales qui traversent quotidiennement la France, la façon dont nous présentons nos listes électorales doit être néanmoins conséquente au projet politique de rupture révolutionnaire avec les institutions actuelles. Nous devons d'abord nous adresser aux classes sociales qui se trouvent objectivement en condition d'exploitation et qui de ce fait constituent les classes révolutionnaires.

Nos candidatures et listes doivent dans cette perspective avoir une signification claire de rupture, dès la définition de leur nom. Des mots tels que « citoyen », « démocrate » et « républicain » ne répondent plus à cette exigence. Ils se posent dans une logique de conservation et de re-proposition d'un modèle social, celui de la démocratie avancée des Trente Glorieuses, que les attaques du néolibéralisme ont depuis longtemps mis en crise. Ils ne sont plus adaptés pour répondre à l'aspiration au changement porté par les classes populaires. Ce langage de défense d'un modèle qui n'existe plus ne parle en réalité plus à personne. Nous devons avoir le courage de sortir de cette logique.

De même, l'objectif de dépassement du système capitaliste doit être mis en avant dans le contenu de nos programmes électoraux. Les classes populaires n'ont ni le besoin ni l'intérêt de défendre une forme de république et un modèle de démocratie représentative qui reproduisent dans leurs institutions les rapports d'exploitation au profit des classes dominantes. Les classes populaires ne se reconnaissent pas dans une citoyenneté qui devient plus ou moins sélective en fonction des besoins du patronat. Ne tombons pas dans ce piège, la stratégie de rassemblement n'implique pas d'absorber un langage politique qui n'appartient pas aux classes auxquelles nous devons nous adresser. Il en va ainsi également de l'objectif affiché d'alternative à l'austérité, légitime et mobilisateur aujourd'hui, mais qui demeure minimaliste face à l'idée d'une autre société à construire.

La mise en avant de la clarté de notre projet révolutionnaire même lors de la constitution de nos listes doit être un enjeu majeur de ce congrès du PCF, pour sortir de l'impasse actuelle et s'adresser aux classes populaires, leur donnant à nouveau toute leur place dans le changement de société.